

**DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT DES SECOURS D'URGENCE, DU
RELEVEMENT, DE LA RECONSTRUCTION ET DE LA PREVENTION AU
LENDEMAIN DE LA CATASTROPHE DU RAZ-DE-MAREE DANS L'OCEAN INDIEN**

PRONONCEE DEVANT L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

**PAR S.E. L'AMBASSADEUR JEAN-MARC HOSCHEIT,
REPRESENTANT PERMANENT DU LUXEMBOURG AUPRES DES NATIONS UNIES**

AU NOM DE L'UNION EUROPEENNE

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord m'associer aux remerciements qui vous sont adressés pour la reconvocation de cette session plénière de notre Assemblée générale.

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne.

La Bulgarie et la Roumanie, pays adhérents, la Turquie et la Croatie*, pays candidats, l'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, et la Serbie-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, se rallient à la présente déclaration.

Monsieur le Président,

Je tiens en premier lieu à présenter les condoléances les plus sincères de l'Union européenne aux gouvernements et aux peuples des pays qui ont été touchés, directement ou indirectement, par les conséquences du séisme et des tsunamis qui ont frappé la région de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est, ainsi que certaines parties de l'Afrique orientale, le 26 décembre de l'année dernière.

Des citoyens de cinquante pays ont perdu la vie dans la catastrophe causée par les tsunamis. Les pays de l'Union européenne n'ont pas été épargnés. Des milliers de nos ressortissants ont péri ou ont disparu en même temps que des dizaines et des dizaines de milliers d'habitants des pays de la région. Nous tenons à exprimer aussi nos remerciements et notre gratitude aux autorités et aux personnes des pays touchés qui ont porté assistance aux citoyens de nos pays qui se trouvaient dans les zones dévastées et ont facilité leur rapatriement. Des millions de citoyens à travers toute l'Europe ont manifesté leur sympathie et leur solidarité en observant, le mercredi 5 janvier, trois minutes de silence à la mémoire des nombreuses victimes.

Je tiens également à adresser nos remerciements à la famille des organisations des Nations unies, en particulier à M. Jan Egeland, Secrétaire général adjoint et au BCAH, et à rendre hommage au travail qu'elle a accompli sous l'impulsion de notre Secrétaire général en réagissant si rapidement à ce désastre sans précédent et en répondant aux besoins urgents des pays et populations touchés.

* La Croatie continue à participer au processus de stabilisation et d'association.

Monsieur le Président,

Au lendemain de cette catastrophe dévastatrice, la réponse de la communauté internationale, émanant aussi bien des gouvernements que de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales et les simples citoyens, a été rapide et généreuse.

Dès le 6 janvier, les Nations unies, ont lancé, à l'occasion d'un sommet extraordinaire de l'ASEAN réunissant les chefs d'État ou de gouvernement à Jakarta, un "appel éclair" en faveur de la région de l'océan Indien touchée par le séisme et les tsunamis. Cinq jours plus tard, au cours de la conférence des donateurs qui s'est tenue le 11 janvier à Genève, les représentants des États membres ont pris des engagements en matière d'assistance et, à ce jour, près de 75 % des besoins de financement prévus par l'appel sont couverts. Ces contributions et engagements généreux resteront dans les mémoires comme l'une des réactions les plus rapides jamais observées à un appel d'urgence. Il est à présent de notre responsabilité commune de continuer de tenir nos promesses et d'honorer nos engagements.

À ce jour, l'ensemble des engagements de l'Union européenne et de ses États membres au titre d'aide publique est supérieur à 1,5 milliard d'euros, soit environ deux milliards de dollars. Cet effort exceptionnel couvrira les besoins humanitaires immédiats dans les zones frappées par la catastrophe et soutiendra les efforts de reconstruction et de développement à long terme. À cet égard, il importe de s'assurer que les ressources dégagées dans le contexte de ces événements récents viendront effectivement compléter les engagements déjà pris en matière de développement et que d'autres situations d'urgence ne seront pas oubliées.

L'Union européenne continuera d'aider les Nations unies à faire face à cet énorme défi, tant à court qu'à long terme. À cet égard, je voudrais réaffirmer le soutien total et sans faille de l'Union européenne au rôle primordial que jouent les Nations unies dans la coordination des efforts actuellement déployés sur le terrain. Une coopération étroite et soutenue sera maintenue entre l'Union européenne, les fonds et programmes des Nations unies et les services de coordination du BCAH, ainsi qu'avec Mme Margareta Wahlstrom, coordinateur spécial.

L'Union européenne souhaite aussi contribuer à renforcer le rôle de l'ONU dans la réponse humanitaire. À cet égard, diverses options peuvent se présenter et méritent d'être étudiées avec attention. Au sein de l'Union européenne, plusieurs initiatives, dont celle de la création d'une "Force internationale humanitaire", ont été avancées par des États membres de l'UE: celles-ci feront l'objet d'intenses travaux dans les semaines à venir au sein des instances européennes et dans le cadre des Nations unies comme le prévoit le projet de résolution que nous avons adopté.

Monsieur le Président,

Dès le 1^{er} janvier, M. Jean-Louis Schiltz, ministre luxembourgeois de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, et M. Louis Michel, membre de la Commission en charge du développement et de l'aide humanitaire, se sont rendus dans la région sinistrée. M. Jean-Claude Juncker, premier ministre du Luxembourg, en sa qualité de président en exercice du Conseil européen, et M. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, se sont joints aux dirigeants des pays de l'ASEAN dès le lendemain de la catastrophe pour les assurer de la solidarité des États membres et des citoyens de l'Union européenne.

Lors de la conférence des donateurs à Genève, le représentant de l'Union européenne a précisé que la solidarité de l'UE ne faiblira pas et se prolongera au-delà de la phase d'urgence initiale.

Nous devons en effet regarder vers l'avenir. Les ministres des 25 États membres qui se sont réunis

le 7 janvier à Bruxelles, ont réaffirmé l'engagement à long terme de l'UE à apporter aux pays et aux communautés sinistrés une assistance dans les différentes étapes, de l'aide humanitaire à la reconstruction et la réhabilitation. Il ne doit pas y avoir de doute quant à notre engagement à long terme à aider les pays touchés à relever les défis auxquels ils sont confrontés.

Les États membres et la Commission européenne collaborent actuellement étroitement à la mise au point d'un paquet global d'aide financière de l'Union européenne. En effet, le 31 janvier, les ministres de l'Union européenne se réuniront à nouveau pour examiner toutes les mesures à moyen et à long terme envisagées par l'UE et ses États membres, en vue d'élaborer un plan d'action opérationnel de l'UE.

Permettez-moi également de rappeler que l'Union européenne attache une importance particulière aux efforts de renforcement des capacités dans le domaine de la prévention, de la préparation aux catastrophes naturelles et de l'atténuation de leurs effets. Il est essentiel que les moyens technologiques et financiers nécessaires soient dégagés pour prévenir, dans la mesure du possible, de nouvelles catastrophes naturelles de cette ampleur ainsi que les conséquences dévastatrices qui en résultent. L'UE se félicite de l'initiative du gouvernement allemand d'accueillir, dans le courant de l'année, une troisième conférence sur les systèmes d'alerte rapide. Dans le prolongement de l'engagement qu'elle a pris à Jakarta, l'Union européenne soutiendra activement les efforts déployés pour mettre en place un système d'alerte rapide dans les régions de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est. La conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles qui s'ouvre aujourd'hui à Kobe (Japon) permettra de procéder à un premier échange de vues sur la manière d'atteindre cet objectif.

Monsieur le Président,

Nous continuons tous à assister aux conséquences tragiques du déchaînement brutal des forces de la nature. Au cours des dernières semaines, la communauté internationale a réagi collectivement en faisant preuve d'une solidarité admirable. Soyez assuré que l'Union européenne et ses États membres sont prêts à poursuivre leurs efforts.

Je vous remercie de votre attention.
